

DGM

N° 81/CA du répertoire

N° 2008-068/CA3 du greffe

Arrêt du 13 juin 2012

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

**Affaire : COLLECTIVITE KPAKPA  
SOGLO REPRESENTEE PAR DAH  
SOGLO TOMALIA HOUZREWEKE  
ET KPAKPA DAASSI JULIEN  
ALIAS DAH KPAKPASSI**

C/

**PREFET DES DEPARTEMENTS DU ZOU  
ET DES COLLINES**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 05 mai 2008, enregistrée au greffe de la Cour le 14 mai 2008 sous le n°382/GCS par laquelle la collectivité Kpakpa Soglo représentée par Dah Soglo Tomalia Houzréwèkè et Kpakpa Daassi Julien alias Dah Kpakpassi a saisi la chambre administrative de la Cour Suprême d'un recours aux fins d'annulation des associations dénommées Association pour la sauvegarde, la protection et le suivi des intérêts de la collectivité Soglo (ASPRO SICO SOGLO) et Association des sages et notables de la collectivité Soglo (ASNOC-SOGLO) ;

Vu la lettre n°999/GCS du 28 mai 2008 par laquelle la collectivité Kpakpa Soglo a été mise en demeure de consigner conformément à l'article 45 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême ;

Vu la lettre n°1000/GCS du 28 mai 2008, invitant la requérante à régulariser son recours par le timbrage de sa requête conformément à l'article 682 du code général des impôts ;

Vu la lettre n°2283/GCS du 06 décembre 2011 ayant réitéré la mise en demeure aux fins de consigner par la requérante et la lettre n°2284/GCS du 06 décembre 2011, la régularisation de la requête par l'apposition des timbres par cette dernière ;



Vu l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 organisant la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême en vigueur au moment des faits ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Où l'avocat général **Lucien A. DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que la requérante expose que suite aux délibérations de quarante sept (47) familles composant la collectivité Kpakpa Soglo, Dah Soglo Tomalia Houzréwèkè et Kpakpa Daassi Julien ont été désignés administrateur et administrateur adjoint des biens ;

Que ces délibérations ont été homologuées par jugement n°207/04 rendu le 29 novembre 2004 par le tribunal de première instance d'Abomey passé en force de chose jugée ;

Mais qu'à leur grande surprise ils ont appris que deux associations dont les responsables prétendent défendre et sauvegarder les intérêts de toute la collectivité Soglo ont été créées et déclarées à la préfecture des départements du Zou et des Collines ;

Considérant qu'aux termes de l'article 45 de l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême « Le demandeur est tenu sous peine de déchéance de consigner au greffe de la Cour une somme de cinq mille (5000) francs dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai. » ;

117

88

Considérant que malgré la mise en demeure adressée le 28 mai 2008 par lettre n°999/GCS à la requérante et réitérée le 06 décembre 2011, elle n'a pas payé la consignation légale ;

Que par conséquent il y a lieu de la déclarer déchue de son recours

**Par ces motifs,**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : La Collectivité Kpakpa Soglo représentée par Dah Soglo Tomalia Houzrèwèkè et Kpakpa Daassi Julien alias Dah Kpakpassi est déchue de son recours introduit le 05 mai 2008.

**Article 2** : Les frais sont mis à sa charge.

**Article 3** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties, ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Jérôme O. ASSOGBA** conseiller à la chambre administrative,

**PRESIDENT;**

**Eliane R. G. PADONOU**

**Et**

**Etienne FIFATIN**

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du mercredi treize juin deux mille douze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Lucien A. DEGUENON**, Avocat Général,

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Geneviève GBEDO,**

**GREFFIER ;**





Et ont signé :

Le président-Rapporteur,



**Jérôme O. ASSOGBA**

Le greffier,



**Geneviève GBEDO**